



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

République démocratique du Congo

DRC32 – Pierre Jacques Chalupa

DRC49 – Albert Bialufu Ngandu

DRC50 – André Ndala Ngandu

DRC51 – Justin Kiluba Longo

DRC52 – Shadrack Mulunda Numbi Kabange

DRC53 – Héritier Katandula Kawinisha

DRC54 – Muamus Mwamba Mushikonke

DRC55 – Jean Oscar Kiziamina Kibila

DRC56 – Bonny-Serge Welo Omanyundu

DRC57 – Jean Makambo Simol'imasa

DRC58 – Alexis Luwundji Okitasumbo

DRC59 – Charles Mbuta Muntu Lwanga

DRC60 – Albert Ifefo Bombi

DRC61 – Jacques Dome Mololia

DRC62 – René Bofaya Botaka

DRC63 – Jean de Dieu Moleka Liambi

DRC64 – Edouard Kiaku Mbuta Kivuila

DRC65 – Odette Mwamba Banza (Mme)

DRC66 – Georges Kombo Ntonga Booke

DRC67 – Mabuya Ramazani Masudi Kilele

DRC68 – Célestin Bolili Mola

DRC69 – Jérôme Kamate

DRC70 – Colette Tshomba (Mme)

DRC73 – Bobo Baramoto Maculo

DRC74 – Anzuluni Bembe Isilonyonyi

DRC75 – Isidore Kabwe Mwehu Longo

DRC76 – Michel Kabeya Biaye

DRC77 – Jean Jacques Mutuale

DRC78 – Emmanuel Ngoy Mulunda

DRC79 – Eliane Kabare Nsimire (Mme)

DRC71 – Eugène Diomi Ndongala

DRC72 – Dieudonné Bakungu Mythondeke

DRC82 – Adrien Phoba Mbambi

DRC85 – Martin Fayulu Madidi



**Décision adoptée à l'unanimité par le Conseil directeur de l'UIP
à sa 198^{ème} session (Lusaka, 23 mars 2016)**

Le Conseil directeur de l'Union interparlementaire,

se référant aux cas des anciens députés MM. Pierre-Jacques Chalupa, Eugène Diomi Ndongala, Dieudonné Bakungu Mythondeke et des 29 députés dont le mandat a été invalidé, aux décisions qu'il a adoptées à ses 193^{ème} et 194^{ème} sessions (octobre 2013 et mars 2014), ainsi qu'aux décisions adoptées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires lors de ses 143^{ème} et 149^{ème} sessions (janvier 2015 et janvier 2016),

saisi des cas de MM. Adrien Phoba Mbambi et Martin Fayulu Madidi, députés de l'opposition en exercice, examinés par le Comité des droits de l'homme des parlementaires conformément à sa Procédure d'examen et de traitement des plaintes (Annexe I des règles et pratiques révisées du Comité),

tenant compte de la lettre du Président de l'assemblée nationale en date du 9 mars 2016 et des informations fournies par les plaignants,

se référant à l'audition avec la délégation de la République démocratique du Congo (RDC) tenue à la 134^{ème} Assemblée de l'UIP (Lusaka, mars 2016),

rappelant les conclusions et recommandations du rapport de la mission du Comité des droits de l'homme des parlementaires en RDC de juin 2013 (CL/193/11b)-R.2) ainsi que les éléments versés aux dossiers des 34 députés et anciens députés susmentionnés,

rappelant que les anciens députés concernés ont été exclus de l'Assemblée nationale et que certains ont également été menacés, placés en détention, poursuivis et condamnés à des peines d'emprisonnement après avoir exprimé des opinions politiques différentes de celles de la majorité présidentielle et du chef de l'Etat, à l'exception de M. Phoba et M. Fayulu, qui exercent toujours leur mandat parlementaire actuellement,

rappelant que la République démocratique du Congo est actuellement le pays qui compte le plus grand nombre de cas dont le Comité est saisi, avec 34 députés et anciens députés victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux; que le Comité a examiné au total la situation de 50 députés et anciens députés depuis les élections législatives de 2006 (soit 36 depuis les dernières élections législatives de 2011 et 14 sous la précédente législature); qu'aucun de ces cas n'a été pleinement réglé et que les plaintes qui se sont multipliées ces dernières années avaient toutes trait à des préoccupations similaires et récurrentes; que trois cas ont été clos après qu'il a été constaté que les droits fondamentaux des députés concernés, à savoir M. Muhindo Nzangi (DRC/81), M. Jean Bertrand Ewanga (DRC/83) et M. Roger Lumbala (DRC/80), avaient été méconnus par les autorités de la République démocratique du Congo et qu'il était devenu impossible de trouver des solutions satisfaisantes dans ces dossiers,

considérant qu'aucun progrès n'a été accompli en vue d'un règlement satisfaisant des cas examinés,

considérant que M. Phoba a été victime d'une agression en février 2014, dont les auteurs restent impunis alors que les autorités judiciaires ont été immédiatement saisies d'une plainte contre ces derniers,

considérant que, selon le plaignant, M. Fayulu, député de l'opposition et président du parti politique Engagement pour la Citoyenneté et le Développement (ECIDE), a été arrêté arbitrairement en violation de son immunité parlementaire, le 14 février 2016, par des agents des services de renseignement militaires; que ces derniers l'auraient brutalisé, menacé et insulté; qu'ils auraient saisi illégalement son véhicule et ses effets personnels, y compris des documents ayant trait aux activités du parti politique, d'importantes sommes d'argent ainsi que son téléphone portable – dont le contenu aurait été intégralement téléchargé; que M. Fayulu a porté plainte suite à cet incident; que le Procureur général de la République aurait engagé des poursuites contre M. Fayulu puis aurait saisi l'Assemblée nationale d'une demande de levée de son immunité parlementaire; que, toujours selon le plaignant, M. Fayulu ne s'est pas vu notifier les chefs d'accusation portés à son encontre, ni la demande de levée de son immunité et les motifs de celle-ci; que le plaignant allègue que l'arrestation de M. Fayulu visait à empêcher une journée de protestation de l'opposition prévue le 16 février (« journée ville morte ») et s'inscrivait dans le cadre d'un contexte de répression de l'opposition et de multiples manœuvres visant à entraver les activités politiques de M. Fayulu et à affaiblir l'opposition,

considérant que les cas examinés témoignent de l'existence de problèmes généraux au sein de l'Assemblée nationale, mais également du pouvoir exécutif et judiciaire, s'agissant de la protection des droits fondamentaux des parlementaires en RDC, indépendamment de leur affiliation politique, compte tenu du nombre de députés et anciens députés concernés et de la gravité des préoccupations communes aux différents dossiers qui concernent :

- **Violations de la liberté d'opinion et d'expression** : les parlementaires et anciens parlementaires concernés ont tous exprimé des opinions critiques à l'endroit du chef de l'Etat, de la politique du gouvernement et de la majorité présidentielle et ont été victimes d'atteintes à leurs droits;
- **Instrumentalisation de la justice et absence de procès équitable** : l'indépendance du pouvoir judiciaire et le respect des normes internationales en matière de procès équitable ont été fortement mis en cause dans l'ensemble des cas examinés, vu les conditions dans lesquelles se sont déroulés les procès et faute de voie de recours pour les parlementaires condamnés (et, dans le cas de M. Phoba, vu l'impunité persistante de ses agresseurs);
- **Révocation arbitraire du mandat parlementaire et atteinte à l'immunité parlementaire** : dans plusieurs des dossiers examinés, le mandat des députés concernés a été révoqué en cours d'exercice pour des motifs discutables. Ces députés n'en ont pas été informés et n'ont pas été entendus au préalable; le Parquet a également eu recours à la procédure de flagrant délit pour court-circuiter la procédure de levée de l'immunité parlementaire; l'institution parlementaire n'a jamais demandé les éléments du dossier établissant la flagrance, ni discuté ou remis en question le fait que les dispositions constitutionnelles aient été contournées de cette manière en violation des droits des parlementaires concernés; les dispositions du Code de procédure pénale relatives à la flagrance et au respect des droits de la défense n'ont par ailleurs pas été pleinement respectées dans la suite du processus judiciaire,

considérant également que de graves préoccupations persistent dans les dossiers de M. Chalupa et de M. Ndongala au regard de leur état de santé et de leur incapacité d'accéder à des soins appropriés du fait des autorités congolaises; que la privation arbitraire de nationalité congolaise de M. Chalupa pose également un problème particulièrement grave pour cet ancien député et homme d'affaires aux attaches indiscutables avec la RDC, qui a été rendu apatride à l'issue d'une condamnation pour faux et usage de faux faisant suite à un procès caractérisé par de graves irrégularités et en l'absence de toute voie de recours,

considérant qu'aucune des réformes législatives et constitutionnelles précédemment recommandées n'a été mise en œuvre afin de mettre la législation et la Constitution congolaise en conformité avec les normes internationales applicables, en procédant notamment : i) au renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et du respect des normes en matière de procès équitable, en particulier en introduisant un double degré de juridiction dans la procédure judiciaire applicable aux parlementaires afin que leurs droits de la défense soient pleinement garantis en cas de poursuites judiciaires, comme ceux de tout citoyen congolais; ii) à l'amendement de la législation relative aux atteintes à la sûreté de l'Etat et aux offenses au chef de l'Etat en conformité avec les normes internationales en matière de liberté d'expression; iii) à la refonte de la procédure applicable au contentieux électoral pour en renforcer la transparence et l'équité, y compris en précisant les règles en matière d'administration des preuves; et iv) à la modification de la procédure de validation des mandats parlementaires pour que la validation définitive des nouveaux élus n'intervienne qu'à l'issue des résultats définitifs du contentieux électoral une fois les voies de recours épuisées ou que, tout du moins, un mécanisme puisse être trouvé afin d'éviter qu'à chaque nouvelle élection des invalidations interviennent systématiquement des mois après l'entrée en fonctions des nouveaux élus,

considérant qu'au cours de l'audition tenue à la 134^{ème} Assemblée de l'UIP (Lusaka, mars 2016), la délégation a fait référence aux correspondances précédemment transmises par le Président de l'Assemblée nationale et a réaffirmé son engagement de trouver des solutions aux cas soumis au Comité, tout en soulignant à nouveau que ceux-ci ne relevaient plus de sa compétence au stade actuel, compte tenu du principe de la séparation des pouvoirs; s'agissant de la récente arrestation de M. Martin Fayulu, la délégation a indiqué que le Président de l'Assemblée nationale était intervenu en faveur de sa libération immédiate et qu'aucune demande de levée de son immunité parlementaire n'avait été transmise par le Procureur général de la République jusqu'à présent; enfin, la délégation a indiqué que la question de l'indemnisation des députés invalidés avait été transmise au gouvernement qui n'avait pas encore réagi,

considérant enfin que la situation des 34 députés et anciens députés concernés s'inscrit dans un contexte politique préoccupant de rétrécissement de l'espace démocratique alors que des craintes ont été exprimées par rapport au respect de la Constitution et à la tenue effective des élections présidentielles et législatives prévue en novembre 2016; que le Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme en RDC a documenté, dans un rapport daté de décembre 2015, des restrictions croissantes à la liberté d'opinion et d'expression des opposants politiques, des médias et de la société civile; que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a appelé les autorités à garantir que tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions politiques, puissent pleinement participer à un débat ouvert et démocratique et que les militants de la société civile, les professionnels des médias et les opposants politiques puissent exercer leurs activités sans crainte pour que les prochaines élections soient crédibles et pacifiques,

ayant à l'esprit que la RDC est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et a souscrit, en vertu notamment de ses articles 2, 9, 10, 14, 19, 25 et 26, l'obligation de respecter et de garantir les droits fondamentaux de ses citoyens - y compris des membres du Parlement - à la liberté et à la sécurité de la personne, à la liberté d'expression, au droit de voter et d'être élu au cours d'élections assurant l'expression libre de la volonté des électeurs, au droit de participer librement à la direction des affaires publiques, au droit à l'égalité devant la loi, et au principe de l'interdiction de toute discrimination, ainsi qu'au droit à une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment d'opinion politique; que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, à laquelle la RDC a également souscrit, comporte des dispositions similaires,

ayant également à l'esprit que le préambule de la Constitution de la RDC réaffirme l'adhésion et l'attachement du peuple congolais aux normes internationales en matière de droits de l'homme et que son titre II garantit les droits humains et les libertés fondamentales des citoyens congolais,

1. *réitère* sa profonde préoccupation au regard de la situation des nombreux députés et anciens députés victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux, de l'absence de progrès dans les dossiers et de l'évolution préoccupante de la situation politique en RDC au regard des prochaines échéances électorales;
2. *exhorte* à nouveau les autorités de la RDC à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ces violations et régler la situation de l'ensemble des parlementaires concernés par tous les moyens possibles;
3. *exprime* l'espoir que des solutions satisfaisantes seront rapidement trouvées dans les dossiers examinés et *estime* qu'une visite de suivi du Comité à Kinshasa pourrait contribuer à accélérer ce processus; *souhaite* que la délégation puisse s'entretenir avec toutes les autorités compétentes, avec les plaignants – y compris M. Ndongala en prison – et avec toutes les autres personnes qu'il jugera utile de rencontrer à cette occasion pour le bon déroulement de sa mission; *prie* le Secrétaire général de prendre contact avec les autorités à cette fin;
4. *réaffirme* sa conviction que ces dossiers ont un caractère éminemment politique et que les autorités, et en premier lieu les autorités parlementaires, ont le devoir et l'obligation de garantir le respect et la protection des droits fondamentaux de tous les parlementaires, indépendamment de leur affiliation politique; *rappelle* que le fait de priver un parlementaire de son mandat, de sa liberté et/ou de sa sécurité parce qu'il a exprimé une opinion politique contrevient aux dispositions de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par la RDC;
5. *demeure profondément préoccupé* par la situation médicale de M. Chalupa et *lance un nouvel appel* aux autorités afin que des documents de voyage lui soit délivrés de toute urgence à titre humanitaire pour lui permettre de se rendre à l'étranger et d'y être soigné, puis de rentrer en RDC; *compte également* que les autorités reconnaissent dans les meilleurs délais qu'il a droit à la reconnaissance de la nationalité congolaise;
6. *regrette profondément* le maintien en détention de M. Ndongala et engage à nouveau les autorités de la RDC à le libérer en application des

recommandations formulées par le chef de l'Etat à l'issue des concertations nationales d'octobre 2013; *réitère* également son inquiétude quant à l'état de santé de M. Ndongala; *souligne* les informations contradictoires transmises par les plaignants et les autorités s'agissant du refus de soins en détention; *lance un nouvel appel* aux autorités afin que des mesures soient prises au plus vite pour qu'il puisse bénéficier de soins appropriés;

7. *s'attend également* à ce que l'Assemblée nationale s'acquitte, avant la fin de la prochaine session parlementaire ordinaire, du transfert du solde des droits acquis des 29 parlementaires invalidés, ainsi que d'une indemnisation forfaitaire d'un montant symbolique; *ne comprend pas* pourquoi l'Assemblée nationale a transmis le dossier au gouvernement alors que la responsabilité du paiement des indemnités parlementaires relève de sa compétence; *souhaite obtenir* des clarifications à cet égard et *réitère son souhait* d'être tenu informé des progrès qui pourront être accomplis;
8. *invite à nouveau* les autorités à entreprendre les réformes législatives et constitutionnelles appropriées pour mettre un terme à ces violations répétées des droits fondamentaux des parlementaires et *réaffirme* que l'UIP est disposée à fournir une assistance technique au Parlement de la RDC à cette fin;
9. *prie* le Secrétaire général de communiquer la présente décision aux autorités parlementaires, aux plaignants et à toute tierce partie susceptible de lui fournir des informations pertinentes;
10. *prie* le Comité de poursuivre l'examen de ce cas et de lui faire rapport en temps utile.